

but principal est le profit de ses actionnaires et qui ne se soucie pas du service qu'il fournit.

Il n'est que normal dans ce cas de voir une détérioration du service dans les milieux ruraux. Il en coûte davantage pour desservir les régions rurales que les métropoles, l'entretien y est plus difficile et les profits moins importants. Voilà pourquoi les citoyens de Nickel Belt ou de régions similaires ne bénéficieront pas du même service que les citoyens de régions urbaines. Ils ne bénéficieront certainement pas du service qui est à la portée des ruraux de la Saskatchewan ou du Manitoba où les réseaux de téléphone sont publics. Pour un réseau public, la priorité est le service aux abonnés qui en sont propriétaires, soient les contribuables de la province. Bell Téléphone est loin d'être animée d'un tel motif et c'est pourquoi je veux que nous prenions le temps d'examiner la mesure. Il m'importe peu que le bill soit adopté cette année ou plus tard, car on ne veut le faire adopter que pour accroître les bénéfices des actionnaires.

**M. O'Connell:** Et les emplois?

**M. Nystrom:** C'est toujours le prétexte que nous opposent les libéraux ou les conservateurs. Et les emplois perdus à l'INCO? Le gouvernement base son action sur le principe de la tache d'huile. Il croit que si l'on graisse suffisamment les grosses sociétés le petit gars au bas de l'échelle finira par en bénéficier. Mais qu'arrive-t-il quand une grosse société réclame soudainement plus d'argent sans rien donner en retour, comme l'INCO par exemple, et s'en va investir au Guatemala ou en Indonésie en se fichant éperdument des travailleurs de Sudbury?

**Une voix:** Ce n'est pas ce qu'ils ont fait!

**M. Nystrom:** Après avoir obtenu toutes sortes de concessions fiscales et d'autres avantages de la part du gouvernement fédéral, les sociétés s'arrangent pour aller investir ailleurs une bonne partie des bénéfices qu'elles ont faits ici. Quand nous attaquons les grandes entreprises ou quand nous retardons l'adoption d'une mesure favorable à une grande entreprise, on nous reproche d'oublier le nombre d'emplois en cause ou de vouloir nuire aux petites gens. Quelles sont les priorités du gouvernement?

L'autre jour, je commentais la question des pensions des anciens combattants. Demain ce sera le Jour du souvenir. Depuis quatre ans ou à peu près, le gouvernement a sciemment privé de près de 40 millions de dollars des anciens combattants invalides. Pourtant aujourd'hui nous avons débattu le projet de loi qui accordera quelque 1.2 milliard de dollars aux entreprises et aujourd'hui encore, on nous propose un bill privé visant à accorder plus d'argent à la société de Téléphone Bell en lui permettant de maximiser ses profits.

**M. O'Connell:** Je suis certain que le député ne veut pas volontairement induire la Chambre en erreur. Le bill n'accorde pas un sou à la société de Téléphone Bell. Il relève simplement le plafond de son capital. Car il faut investir du capital pour que les gens du Nord aient le téléphone, et il faut plus d'argent.

● (1712)

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre. La parole est au député de Yorkton-Melville (M. Nystrom).

### *Bell Canada*

**M. Nystrom:** Le défenseur de Bell Telephone fait de nouveau de l'obstruction en essayant encore de noyer le poisson. Ce bill cherche à réduire au minimum les règlements afin que Bell Canada n'ait pas à revenir devant le Parlement comme par le passé. C'est là une façon de donner indirectement plus d'argent à Bell Canada et de lui permettre d'augmenter plus facilement ses profits.

Je voudrais présenter aujourd'hui des arguments en faveur de la nationalisation de Bell Canada, en faveur d'une compagnie de téléphone d'État. Toutes les industries comme celles des communications, des transports ou n'importe quelle industrie extractive devraient être nationalisées, selon moi, afin de pouvoir servir tous les gens au lieu de permettre à quelques-uns, dont beaucoup d'étrangers bien souvent, de réaliser de plus gros bénéfices.

Bien des gens au Parlement et surtout dans le parti conservateur prétendent que la nationalisation n'est pas très efficace. Ils disent que les sociétés d'État ne peuvent être rentables ou fonctionner efficacement. Je répondrais que dans le cas du téléphone les compagnies publiques sont autrement plus efficaces que Bell Canada. Je citerai quelques statistiques pour la gouverne du député conservateur qui est en train de rire. Les gens de ma circonscription paient beaucoup moins pour le téléphone que les gens de la circonscription de Nickel Belt. Mes électeurs obtiennent un service beaucoup plus rapide que ceux qui vivent à Nickel Belt.

Quand j'ai déménagé à Ottawa après ma première élection en 1968, j'ai été frappé par l'inefficacité du service téléphonique. En Ontario et au Québec il fallait attendre beaucoup plus longtemps pour avoir du service qu'en Saskatchewan. Il faut attendre longtemps parce que le client n'est pas important. L'objectif fondamental du système capitaliste ou du système de libre entreprise c'est la réalisation du maximum de profits. Bell Canada détient un monopole qui lui permet d'exploiter les clients. Elle n'a aucune concurrence.

Au contraire, dans ma province, c'est le client qui a la priorité, et la compagnie est là pour le servir. La compagnie n'existe pas uniquement pour réaliser des profits. Elles se conduisent beaucoup plus comme des entreprises que ne le fait Bell Canada en Ontario et au Québec.

J'aimerais vous citer certaines statistiques comparatives. A Regina, il y a un système de téléphone public. Les statistiques portent sur le mois d'août 1976. A Regina, il y avait 72,400 téléphones. Les abonnés privés payaient le service \$5 par mois. Les téléphones d'affaire coûtaient \$11.85 par mois. A Halifax, il y avait 96,249 téléphones, les abonnés privés payaient \$8.95 et les abonnés commerciaux, \$26.

Le seul et unique député conservateur à la Chambre ou les députés libéraux ne disent rien. J'ai fait une véritable comparaison entre le système de téléphone public et le système de téléphone privé dans des villes de population comparable. Nous découvrons qu'à Regina le service de téléphone coûte au particulier à peine un peu plus de la moitié de ce qu'il coûte à Halifax. Les entreprises paient moins de la moitié de ce qu'elles paient à Halifax. Nous avons donc une société de l'entreprise privée qui fait payer même à ses amis, les gens d'affaires, plus de deux fois ce que paient les habitants de la Saskatchewan.